

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



# REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

**Vendredi 03 Octobre 2025**



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)



# PRESSE EN LIGNE

## **RTS. DETTE PUBLIQUE | LE FMI SE PENCHE SUR LE DOSSIER DU SÉNÉGAL CE VENDREDI**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) se réunit ce vendredi 3 octobre 2025 pour examiner le dossier relatif au misreporting de la dette du Sénégal. L'annonce a été faite par la porte-parole de l'institution, Julie Kozack, lors de son point de presse hebdomadaire. « Les autorités sénégalaises et les équipes du FMI sont engagées à résoudre de manière constructive le dossier de la fausse déclaration de dette », a affirmé Mme Kozack, soulignant la volonté de coopération entre Dakar et le Fonds. La responsable a également indiqué que des discussions devraient bientôt s'ouvrir autour d'un nouveau programme, dont le lancement est attendu à l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, prévues en octobre à Washington. Cette perspective a été accueillie positivement par les marchés : les obligations souveraines du Sénégal en dollars, arrivant à échéance en 2033, ont bondi jeudi, figurant parmi les meilleures performances des titres de la dette des pays émergents. Un communiqué officiel du FMI est attendu à l'issue de la réunion de ce vendredi.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/dette-publique-le-fmi-se-penche-sur-le-dossier-du-senegal-ce-vendredi>

## **LE SOLEIL. FMI : le dossier de la dette du Sénégal examiné ce vendredi**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (Fmi) se penche ce vendredi 3 octobre 2025 sur le dossier relatif au misreporting de la dette du Sénégal. L'annonce a été faite la veille par la porte-parole de l'institution, Julie Kozack, lors de son point de presse hebdomadaire. Mme Kozack a souligné la volonté de coopération entre Dakar et le Fmi. « Les autorités sénégalaises et les équipes du Fmi sont engagées à résoudre de manière constructive le dossier de la fausse déclaration de dette au Sénégal », a-t-elle déclaré. Elle a également annoncé l'ouverture prochaine de discussions sur un nouveau programme, qui devrait être lancé lors des Assemblées annuelles du Fmi et de la Banque mondiale prévues en octobre à Washington. Dans la foulée de cette annonce, les obligations sénégalaises libellées en dollars et arrivant à échéance en 2033 ont bondi sur les marchés, figurant parmi les meilleures performances des titres de la dette des pays émergents. Le Fmi a précisé qu'un communiqué officiel sera publié à l'issue de la réunion de son Conseil d'administration.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/fmi-le-dossier-de-la-dette-du-senegal-examine-ce-vendredi/>

## **LE SOLEIL. Compétitivité des pôles territoires : Abdourahmane Sarr reçoit une délégation de la Banque mondiale**

Pour renforcer la compétitivité des pôles territoires, faciliter et mettre à l'échelle les initiatives privées, ce sont entre autres les objectifs visés par le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Pour y arriver, Abdourahmane Sarr a reçu en audience, jeudi, une délégation de la Banque mondiale afin de discuter des modalités pratiques



d'une collaboration. Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a reçu en audience, ce jeudi 2 octobre 2025, une délégation du Groupe de la Banque mondiale (BM). Celle-ci est conduite par Keiko Miwa, directrice des opérations de la BM, accompagnée de Jana Hughes Malinska, spécialiste principale du secteur privé à la BM, et de Nouma Dione, responsable pays de la Société financière internationale (SFI), qui est aussi membre du Groupe de la BM. Selon une note de la tutelle, l'objectif de la rencontre était de discuter des modalités pratiques d'une collaboration visant à mettre en place un programme de réformes transversales et sectorielles catalytiques.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/competitivite-des-poles-territoires-abdourahmane-sarr-recoit-une-delegation-de-la-banque-mondiale/>

### **WEARETECH. Le Sénégal installe officiellement son Conseil national du numérique**

Comme de nombreux pays africains, le Sénégal fait de la transformation numérique une priorité pour son développement. Le gouvernement multiplie les efforts pour assurer la bonne mise en œuvre du « New Deal Technologique ». Le jeudi 2 octobre, Ousmane Sonko (photo, au centre), Premier ministre du Sénégal, a procédé à l'installation officielle du Conseil national du numérique (CNN). Ce collège, composé de 20 experts issus du secteur public, du secteur privé et de la société civile, aura pour mission d'accompagner la transformation numérique du pays. Selon le ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, le CNN doit éclairer les décisions de l'État sur les grandes orientations technologiques, formuler des recommandations stratégiques pour les politiques publiques numériques, soutenir la mise en œuvre de projets structurants, encourager l'innovation et la création d'entreprises, renforcer une économie numérique créatrice d'emplois, et promouvoir l'inclusion numérique, la cybersécurité ainsi que la protection des données personnelles.

<https://www.wearetech.africa/actualites/fils/actualites/gestion-publique/le-senegal-installe-officiellement-son-conseil-national-du-numerique>

### **AGENCE ECOFIN. Sénégal : le gouvernement envisage une réforme du cadre légal des hydrocarbures**

Le cadre légal sénégalais des activités liées aux hydrocarbures repose sur la Loi n°2019-03 couvrant l'amont pétrolier et gazier. L'aval qui concerne le transport et la distribution, reste encadré par des textes antérieurs. Jeudi 2 octobre, le ministre de l'Énergie et des Mines du Sénégal, Birame Souleye Diop (photo), a annoncé en marge de la Semaine africaine de l'énergie qu'une révision de la réglementation en matière de pétrole et de gaz est envisagée. Le ministre a indiqué vouloir renforcer la transparence, adapter la législation aux nouveaux enjeux et améliorer la répartition des revenus issus de l'exploitation des hydrocarbures. Il a précisé que la révision envisagée concerne notamment le cadre fiscal, les obligations contractuelles et les règles de mise en œuvre du contenu local. Le gouvernement souhaite favoriser l'implication des entreprises sénégalaises et encadrer davantage la redistribution des revenus. Selon Diop, la réforme inclut également le secteur de l'électricité, pour bâtir un cadre favorable à l'industrialisation.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/0310-132050-senegal-le-gouvernement-envisage-une-reforme-du-cadre-legal-des-hydrocarbures>



## **SUD QUOTIDIEN. Cyber-attaque : la DGID paralysée, l'économie sénégalaise sous pression**

La Direction générale des impôts et domaines (DGID) est victime d'une cyber-attaque d'une ampleur inédite. Les pirates, localisés en Europe selon plusieurs sources, exigent un rançon de près de 10 millions d'euros (6,5 milliards FCFA) pour restituer l'accès aux données et logiciels fiscaux. Une paralysie qui coûterait à l'État plus de 11 milliards de francs CFA par jour et qui soulève la question cruciale de la souveraineté numérique. Depuis plusieurs jours, les systèmes de la DGID sont totalement bloqués, empêchant la collecte et le recouvrement des recettes fiscales. Selon les économistes, l'État perdrait 11 milliards de francs CFA par jour, soit plus de 50 milliards en une semaine. Les pirates ont diffusé des fragments de données internes, confirmant leur infiltration et alimentant les craintes quant à la confidentialité des informations fiscales. Cette attaque place l'économie nationale dans une situation critique : les flux financiers publics, qui alimentent à la fois les dépenses et les recettes de l'État, se trouvent durablement perturbés.

<https://www.sudquotidien.sn/cyber-attaque-la-dgid-paralysee-leconomie-senegalaise-sous-pression/>

## **SIKA FINANCE. Sénégal : Cyberattaque massive contre le fisc, une rançon de 6,5 milliards de FCFA exigée**

[https://www.sikafinance.com/marches/senegal-cyberattaque-massive-contre-le-fisc-une-rancon-de-6-5-milliards-de-fcfa-exigee\\_55538](https://www.sikafinance.com/marches/senegal-cyberattaque-massive-contre-le-fisc-une-rancon-de-6-5-milliards-de-fcfa-exigee_55538)

## **SIKA FINANCE. Sénégal : Sukuks, Crowdfunding, ces nouvelles pistes de mobilisation de fonds pour l'Etat**

[https://www.sikafinance.com/marches/senegal-sukuks-crowdfunding-ces-nouvelles-pistes-de-mobilisation-de-fonds-pour-letat\\_55539](https://www.sikafinance.com/marches/senegal-sukuks-crowdfunding-ces-nouvelles-pistes-de-mobilisation-de-fonds-pour-letat_55539)

## **LEJECOS. Sénégal : Le taux d'emploi ressort à 41,7% au deuxième trimestre 2025**

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2025, le taux d'emploi qui mesure la part des personnes en emploi parmi celles en âge de travailler est ressorti à 41,7%. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), il a progressé de 0,9 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de l'année 2024 où il était estimé à 40,8%. Globalement, l'Ansd note que le niveau d'emploi est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural, avec des taux respectifs de 45,3% et de 36,1%. En outre, le taux d'emploi est plus élevé chez les adultes (57,7%) que chez les jeunes (31,1%). De même, il est plus élevé chez les hommes, quel que soit le groupe d'âge considéré (jeunes ou adultes). S'agissant de l'emploi salarié, sa part, dans le total des emplois, s'est située à 42,6% au deuxième trimestre de l'année 2025, soit 6,5 points de pourcentage de plus par rapport à la même période de l'année en 2024 (36,1%). Le niveau d'emploi salarié varie selon le sexe, le milieu de résidence et le groupe d'âge.

[https://www.lejecos.com/Senegal-Le-taux-d-emploi-ressort-a-417-au-deuxieme-trimestre-2025\\_a29628.html](https://www.lejecos.com/Senegal-Le-taux-d-emploi-ressort-a-417-au-deuxieme-trimestre-2025_a29628.html)

## **APS. Pour des financements, les pôles territoires appelés à privilégier les PPP et le marché obligataire**



Les partenariats public-privé (PPP), la coopération décentralisée et le marché financier sont les sources de financement à privilégier par les pôles territoires que l'État du Sénégal s'apprête à créer, a dit à l'APS l'ingénieur en aménagement du territoire et expert en management des projets Latgrand Ndiaye. Le programme de gouvernement de Pastef, l'actuel parti au pouvoir, prévoit une subdivision du pays en huit pôles territoires. Cette subdivision va tenir compte des ressources naturelles disponibles et des particularités de chacune des parties, selon les autorités. Les communes et les conseils départementaux ayant du mal à trouver par leurs propres efforts les ressources dont ils ont besoin, la question se pose de savoir comment les futurs pôles territoires financeraient-ils les projets nécessaires à leur développement. "Pour le financement des pôles territoires, on doit privilégier les partenariats public-privé, la coopération décentralisée et le recours aux emprunts destinés aux investissements", a répondu Latgrand Ndiaye dans un entretien à l'APS.

<https://aps.sn/pour-obtenir-des-financements-les-poles-territoires-doivent-privilegier-les-ppp-la-cooperation-decentralisee-et-le-marche-obligataire-selon-un-expert/>

### **SUD QUOTIDIEN. Commerce et industrie : l'ACIS appelle à des mesures concrètes pour renforcer la compétitivité nationale**

Réunie à Dakar, l'Association des Commerçants et Industriels du Sénégal (ACIS) a convié parlementaires et représentants du gouvernement à une rencontre de haut niveau hier, jeudi 2 octobre 2025. Objectif : identifier les freins au développement du secteur privé et plaider pour des solutions durables. L'Association des Commerçants et Industriels du Sénégal (ACIS) a tenu hier, jeudi 2 octobre 2025, une rencontre stratégique à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD). Ce cadre d'échanges a réuni des membres de la Commission des finances et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale ainsi que des représentants de l'exécutif. L'objectif clairement affiché est de lever les obstacles entravant la compétitivité et de consolider le rôle du secteur privé dans la dynamique économique nationale.

<https://www.sudquotidien.sn/commerce-et-industrie-lacis-appelle-a-des-mesures-concretes-pour-renforcer-la-competitivite-nationale/>

### **LE QUOTIDIEN. Commerce – Concurrence déloyale, surfacturation au Pad... : Les commerçants déballent leurs maux**

C'est à une véritable foire aux problèmes que l'Association des commerçants et industriels du Sénégal (Acis) a convié ses membres hier à la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (Cciad). A cette occasion, les commerçants et industriels ont déballé leurs difficultés devant des représentants du Parlement et de l'administration des Douanes sénégalaises. Par Dialigué FAYE – Le secteur du commerce et de l'industrie, qui constitue le cœur battant de l'économie sénégalaise, va mal. C'est du moins le cri du cœur que les membres de l'Association des commerçants et industriels du Sénégal (Acis) ont lancé hier. Rencontrant des députés et des membres de l'administration des Douanes sénégalaises, l'Acis a dépeint un tableau sombre du secteur. «Notre secteur traverse des difficultés structurelles qui fragilisent nos entreprises, limitent notre compétitivité et menacent notre souveraineté économique», a déclaré le président de l'Acis.

<https://lequotidien.sn/commerce-concurrence-deloyale-surfacturation-au-pad-les-commerçants-deballent-leurs-maux/>



## **SENEWEB. L'investissement ouest-africain en action : la BIDC mobilise 309 millions de dollars pour l'énergie, l'industrie et l'agriculture**

Lors de sa 93<sup>e</sup> session tenue à Lomé, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) a approuvé un financement total de 308,6 millions de dollars pour des projets stratégiques à travers l'Afrique de l'Ouest. Ces investissements ciblent l'énergie solaire au Nigéria, le développement industriel et la riziculture dans l'État de Taraba, ainsi qu'une ligne de crédit de 40 millions de dollars à Vista Bank Guinée pour soutenir le commerce régional. Ces initiatives traduisent une volonté claire de stimuler l'intégration économique régionale en renforçant les infrastructures clés et en améliorant la résilience énergétique et alimentaire des États membres. L'accent est mis sur des projets qui combinent croissance économique et impact social, notamment par la création de milliers d'emplois directs et indirects. L'énergie solaire au Nigéria bénéficie d'une attention particulière en raison de son potentiel à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et à fournir une électricité fiable aux zones rurales.

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/linvestissement-ouest-africain-en-action-la-bidc-mobilise-309-millions-de-dollars-pour-lenergie-lindustrie-et-lagriculture\\_n\\_469740.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/linvestissement-ouest-africain-en-action-la-bidc-mobilise-309-millions-de-dollars-pour-lenergie-lindustrie-et-lagriculture_n_469740.html)



## ACTUALITÉS INTERNATIONALES

### **JEUNE AFRIQUE. Secrétariat général de l'ONU : Embaló fait campagne pour Macky Sall**

À New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le président bissau-guinéen a multiplié les contacts en faveur de l'ex-chef d'État sénégalais, en campagne officielle pour la succession d'António Guterres. Il n'est pas (encore) candidat au poste de secrétaire général des Nations unies, mais il n'écarte pas cette hypothèse : tel est le message que Macky Sall a prudemment fait passer le 27 septembre lors d'un entretien accordé à la chaîne YouTube H5 Motivation (2,5 millions d'abonnés). En réalité, l'ancien président sénégalais est d'ores et déjà en campagne, tout comme une dizaine d'autres postulants

<https://www.jeuneafrique.com/1727253/politique/secretariat-general-de-lonu-embalo-fait-campagne-pour-macky-sall/>

### **JEUNE AFRIQUE. Coca-Cola, Nestlé, TotalEnergies... Les investissements verts des multinationales au banc d'essai**

De la gestion des déchets à la lutte contre la déforestation, les grandes entreprises multiplient les initiatives pour réduire leur empreinte carbone sur le continent. Mais la frontière entre stratégie vertueuse et greenwashing est parfois difficile à tracer. Avec ses plages de sable fin, ses cocotiers et ses mangroves, le Sud-Comoé a tout du décor



de carte postale. De fait, cette région du sud-est de la Côte d'Ivoire, frontalière du Ghana, est plus connue pour la station balnéaire d'Assinie que pour ses plantations de cacao, l'essentiel des fèves du premier producteur mondial d'or brun étant cultivé dans l'ouest du pays. Les 2,5 hectares de cacao de

<https://www.jeuneafrique.com/1719699/economie-entreprises/coca-cola-nestle-totalenergies-les-investissements-verts-des-multinationales-au-banc-dessai/>

### **LE FIGARO. L'économie mondiale à l'heure de Donald Trump : moins de croissance et plus d'incertitudes, s'accordent le FMI et l'OCDE**

Voilà exactement 6 mois - c'était le 2 avril dernier - que Donald Trump a proclamé son «Liberation Day» suivi d'une hausse historique des droits de douane appliqués par les États-Unis. Quel premier bilan macroéconomique en tirer ? Alors que l'actualité économique et financière de 2025 aura été marquée, au premier chef, par le «Liberation Day» douanier de l'Administration Trump, prenons de la hauteur. Où va la croissance ? Des tarifs américains pénalisants... pour les États-Unis. Voilà une question que les boursiers doivent garder en tête. Les projections des institutions internationales permettent de s'en faire une idée. Commençons par celles du Fonds monétaire international (FMI), dont la dernière édition remonte à juillet. «La croissance mondiale devrait ralentir alors que les distorsions liées aux échanges s'atténuent», indiquait l'institution puisqu'alors, les craintes initiales liées aux tarifs américains s'atténuaient.

<https://bourse.lefigaro.fr/actu-conseils/l-economie-mondiale-a-l-heure-de-donald-trump-moins-de-croissance-et-plus-d-incertitudes-s-accordent-le-fmi-et-l-ocde-20251002>

### **RFI. Six mois après le «jour de la libération», quels effets de la guerre commerciale de Donald Trump?**

Le 2 avril 2025, Donald Trump imposait de nouveaux droits de douane à la majorité des pays de la planète, lors de ce qu'il a appelé le « jour de la libération ». Inflation, impact sur la croissance, relocalisations... RFI fait le bilan, six mois après le début de l'offensive protectionniste lancée depuis la Maison Blanche. En janvier, juste avant le retour au pouvoir de Donald Trump, les États-Unis appliquaient 2,4% de droits de douane sur les produits importés. Aujourd'hui, cette moyenne a grimpé à 17,5%, d'après les calculs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du Fonds monétaire international (FMI). « C'est le niveau le plus élevé depuis 1934, précise Martha Gimbel, directrice exécutive du Budget Lab de l'université Yale. Et le niveau le plus haut depuis que les États-Unis sont une économie moderne » et mondialisée.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251002-six-mois-apr%C3%A8s-le-jour-de-la-lib%C3%A9ration-quels-effets-de-la-guerre-commerciale-de-donald-trump>

### **COURRIER INTERNATIONAL. États-Unis. Comment Trump veut profiter du "shutdown" pour licencier des fonctionnaires**

À la faveur de la paralysie budgétaire aux États-Unis, le locataire de la Maison-Blanche a d'ores et déjà planifié une nouvelle vague de licenciements massifs de fonctionnaires et bloqué des milliards de dollars de fonds fédéraux destinés à financer des projets dans des États dirigés par les démocrates, explique la presse américaine. Donald Trump semble avoir opté pour la méthode punitive. Dès le 1er octobre, "son administration a pris des mesures visant à maximiser les conséquences néfastes de la fermeture des services publics, en bloquant des milliards de dollars de fonds destinés



aux États dirigés par les démocrates, tout en préparant un plan visant à licencier très prochainement un grand nombre de fonctionnaires”, rapporte The New York Times. Une façon de parachever l’ouvrage du Doge (“département de l’efficacité gouvernementale”), dirigé par le milliardaire et patron de Tesla, Elon Musk, jusqu’au 31 mai. Entre janvier et mai, le Doge avait notamment présidé à des licenciements de masse de fonctionnaires fédéraux, à des coupes sombres dans de nombreux budgets et au démantèlement de plusieurs institutions dont l’USAID, l’agence de développement américaine, et le ministère de l’Éducation.

[https://www.courrierinternational.com/article/etats-unis-comment-trump-veut-profiter-du-shutdown-pour-licencier-des-fonctionnaires\\_235781](https://www.courrierinternational.com/article/etats-unis-comment-trump-veut-profiter-du-shutdown-pour-licencier-des-fonctionnaires_235781)

### **LE MONDE AFRIQUE. L’absence d’investissement des entreprises, principale source du décrochage économique de l’Europe**

Le décrochage de l’économie européenne par rapport à celle des Etats-Unis vient d’une productivité en berne depuis un quart de siècle, souligne une nouvelle étude. Etude après étude, le constat est clair, sans appel : économiquement, l’Europe décroche par rapport aux Etats-Unis depuis le début du millénaire. En 2000, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la zone euro était de 85 % de celui des Etats-Unis ; il était passé à 78 % en 2022. Pour la France, la chute est plus brutale, avec une perte de 10 points, de 88 % à 78 %. Quant à l’Italie, l’effondrement atteint 20 points, aujourd’hui à 74 %. En septembre 2024, Mario Draghi, l’ancien président de la Banque centrale européenne, avait remis un rapport alarmiste sur la base de ce diagnostic, prophétisant la « lente agonie » de l’Europe si rien n’était fait.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/10/02/l-absence-d-investissement-des-entreprises-principale-source-du-decrochage-economique-de-l-europe\\_6644083\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/10/02/l-absence-d-investissement-des-entreprises-principale-source-du-decrochage-economique-de-l-europe_6644083_3234.html)

### **LES ECHOS Budget : Lecornu contraint de composer avec une croissance limitée à 1 % en 2026**

Le Premier ministre devait envoyer jeudi soir son projet de budget au Haut Conseil des finances publiques. Selon nos informations, la prévision de croissance a été abaissée de 1,2 % à 1 % en 2026. L’inflation est prévue à +1,3%. « Ce n’est pas encore arbitré », répond invariablement Maignon ces derniers jours à toutes les questions sur le budget 2026. Et pour cause : les tractations politiques battent leur plein. L’entourage du Premier ministre vient d’annoncer ce jeudi une série de mesures en réflexion pour soutenir le pouvoir d’achat. Vendredi, ce sera au Parti socialiste de rencontrer Sébastien Lecornu, avec la ferme intention d’obtenir des concessions, notamment sur la fiscalité, en échange d’une absence de censure immédiate à l’Assemblée nationale. Autant de décisions en suspens qui peuvent avoir des incidences sur le projet de loi de finances (PLF).

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-lecornu-contraint-de-composer-avec-une-croissance-limitee-a-1-en-2026-2189759>

### **LA TRIBUNE. Heures sup’, impôt sur le revenu, donations... Les mesures budgétaires de Sébastien Lecornu peinent à convaincre**

L’entourage du Premier ministre a lâché à la presse, jeudi 2 octobre, quelques pistes budgétaires qui circulent dans les couloirs de Maignon. Des mesures de pouvoir d’achat peu inventives et qui n’ont pas convaincu le Parti socialiste attendu rue de



Varenne ce vendredi. « Idéologiquement datées, inconséquentes sur le plan technique et inopportunes sur le plan politique ». Voilà comment le secrétaire national aux finances publiques du Parti socialiste (PS), Brice Gaillard, qualifie les pistes budgétaires dévoilées à la presse, jeudi 2 octobre, par l'entourage du Premier ministre Sébastien Lecornu. Dans le détail, le locataire de Matignon étudierait une « défiscalisation et un allègement des charges sociales » sur les heures supplémentaires, une réduction de l'impôt sur le revenu (IR) pour les couples payés chacun « légèrement » au-dessus du Smic – soit 1 491 euros par mois –, le rétablissement de la prime Macron et l'assouplissement des transmissions aux petits-enfants et aux jeunes.

<https://www.latribune.fr/article/economie/fiscalite/13866022209925/heures-sup-impot-sur-le-revenu-donations-les-mesures-budgetaires-de-sebastien-lecornu-peinent-a-convaincre>

### **BFMTV." De 8,1% de déficit en 2022 à 3% en 2025: l'Italie de Meloni pense être dans les critères de Maastricht dès cette année (mais sa croissance est anémique)**

L'Italie est en avance sa trajectoire: elle prévoit de tenir l'objectif européen de 3% de déficit public dès cette année (contre 2029 au mieux pour la France). Mais la prévision de croissance est très faible. L'Italie a revu ses prévisions de croissance à la baisse mais prévoit d'amener son déficit public près de l'objectif européen de 3% du PIB dès cette année, a annoncé jeudi le ministère de l'Economie. Le gouvernement a légèrement abaissé sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour l'année 2025 à 0,5%, contre 0,6% prévu précédemment, et 0,7% pour 2026, contre 0,8% jusqu'ici, selon les prévisions de finances publiques approuvées jeudi en conseil des ministres. "Ces données sont basées sur des estimations très prudentes qui, à ce stade, sont également influencées par le contexte géopolitique international", prévient le ministère.

[https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/de-8-1-de-deficit-en-2022-a-3-en-2025-l-italie-de-meloni-pense-etre-dans-les-criteres-de-maastricht-des-cette-annee-mais-sa-croissance-est-anemique\\_AD-202510030428.html](https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/de-8-1-de-deficit-en-2022-a-3-en-2025-l-italie-de-meloni-pense-etre-dans-les-criteres-de-maastricht-des-cette-annee-mais-sa-croissance-est-anemique_AD-202510030428.html)

